



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE



esPace
RABELAIS

PROGRAMME
PROVISOIRE

Journée d'études

MARDI 30 JUIN 2026

SALLE DES THÈSES THÉLÈME, ESPACE RABELAIS

PENSER LES

TRANSITIONS

ÉCOLOGIQUES

EN SHS

9:00-9:30**Accueil****9:30-10:00****Allocutions d'ouverture**

Guillain Mauviel, Vice-Président Transition Écologique
Nathalie Hiesiger, Directrice des campus messins
Pierre Pino, Chargé de mission immobilier, campus Saulcy
Céline Ségur, Responsable de l'espace Rabelais

10:00-10:55**Le chercheur et son objet :
effets de la transition écologique**

ANIMATION : Stéphanie Fleck (Perseus)

■ Interroger les dispositifs de sensibilisation des étudiant.e.s à la transition écologique : une approche interdisciplinaire

Khoudia Guèye (Cerefige), Corinne Martin (Crem) et Carole Wernert (Loterr)

■ Quel retour d'expérience de notre engagement dans un PTCE orienté vers les transitions ?

Khoudia Guèye (Cerefige) et Elise Marcandella (Cerefige)

10:55-11:10**Pause****11:10-12:30****Enquêtes en transition écologique (1)**

ANIMATION : Simon Devin (Liec)

■ Le sous-sol, la face cachée de la transition énergétique

Mark Bailoni (Loterr)

■ Communiquer la « transition écologique » à l'échelle communale et intercommunale : de l'unité du projet à sa circulation

Lucile Jean (Crem)

**■ Les transitions forestières d'hier et d'aujourd'hui.
Un champ d'études pour les SHS**

Xavier Rochel (Loterr)

12:30-14:00**Déjeuner**

Salle de convivialité Trinch !

14:00-15:20

Enquêtes en transition écologique (2)

ANIMATION : Olivier Hanse (Cegil)

■ **Écrire une histoire environnementale de la transition énergétique : l'exemple de l'histoire de l'énergie nucléaire**

Louis Fagon (Cruh)

■ **Analyse des choix publics de renaturation des cours d'eau en milieu urbain : une approche microéconomique intégrée (le cas de la Seille à Metz)**

Marie-Pierre Dussine (Crem)

■ **Les pratiques communicationnelles de deux Métropoles et les représentations de l'eau au regard de la transition**

Julie Brusq (Crem)

15:20-15:35

Pause

15:35-17:00

Approches critiques de la transition écologique

ANIMATION : Emmanuelle Simon (Crem)

■ **Fonds d'investissement verts : une réponse suffisante à la transition écologique ?**

Vincent Fromentin (Cerefige),

Veasna Khim (Cerefige)

■ **Les discours d'ingénieurs et les formes de la critique de la transition écologique : le rôle de la « topique systémique »**

Joachim Fischer (CREM)

■ **Tiers-lieux éducatifs pour l'économie circulaire : quelles expériences d'apprentissage pour développer un pouvoir d'agir collectif ?**

Hélène Laussucq (Perseus)



1.

INTERROGER LES DISPOSITIFS DE SENSIBILISATION DES ÉTUDIANT.E.S À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : UNE APPROCHE INTERDISCIPLINAIRE

Khoudia Guèye (Cerefige)

Corinne Martin (Crem)

Carole Wernert (Loterr)

Issu du rapport Jouzel (2022) qui esquissait un ensemble de propositions en faveur de l'intégration des enjeux de la transition écologique à l'Université, le dispositif SENSE (Se saisir des ENjeux Sociétaux et Environnementaux) a été mis en œuvre à l'Université de Lorraine. Notre contribution interroge à la fois la réception de ce dispositif par les étudiant.e.s, et partant des résultats, vise à une meilleure intégration de possibles mécanismes de mobilisation. Cette recherche est menée à la croisée de plusieurs disciplines des sciences humaines et sociales (sciences de gestion et du management, sciences de l'information et de la communication et géographie humaine). De fait, elle est une opportunité d'appréhender ce projet SENSE sous l'angle de cadres théoriques et conceptuels variés, d'éprouver l'interdisciplinarité (et ses coûts d'entrée) et pour les chercheuses impliquées de s'interroger sur leur posture en lien avec leurs activités d'enseignement (notamment de la RSE, de l'ESS, de la transition écologique, sociale, solidaire), leurs responsabilités administratives dans les cursus de formation, mais aussi leur rôle (pour l'une d'entre elles) dans la construction du dispositif SENSE.

2.

QUEL RETOUR D'EXPÉRIENCE DE NOTRE ENGAGEMENT DANS UN PTCE ORIENTÉ VERS LES TRANSITIONS ?

Khoudia Guèye (Cerefige)

Elise Mercandella (Cerefige)

Dans le cadre de cette journée d'études, nous souhaitons interroger la place et les limites du chercheur impliqué dans un PTCE orienté vers les transitions écologiques, sociales et solidaires. Les retours d'expériences suite aux actions mises en œuvre (résidence du chercheur, création d'une cellule de R&D sociale, animation d'ateliers) sont une opportunité de s'intéresser à la démarche de recherche et à l'évolution de la posture du chercheur. Par ailleurs, la distance entre l'orientation sociale et sociétale du PTCE et celle des adhérents en prise avec des réalités

économiques, temporelles souvent complexes est une source d'apprentissage dans ce retour réflexif. Nous nous situons dans l'axe 3. Nous mobilisons une posture pragmatique dans le contexte d'une recherche collaborative (Avenier et Cajaiba, 2013) et plus précisément les principes du modèle dialogique. Cette recherche est élaborée dans un cadre itératif entre le terrain (PTCE) et le consortium de chercheurs. Elle induit des savoirs spécifiques au contexte, puisqu'ils sont aussi le fruit des expériences d'acteurs impliqués dans les questions de transition et des savoirs conceptuels notamment sur les méthodologies de recherche pertinentes dans l'étude des transitions.

3.

LE SOUS-SOL, LA FACE CACHÉE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Mark Bailoni (Loterr)

Le sous-sol est un territoire peu étudié en SHS, alors qu'il apparaît comme essentiel pour réussir la transition énergétique, telle qu'elle est habituellement présentée. Le sous-sol possède en effet des ressources fondamentales (hydrogène, chaleur) et il peut représenter un espace de stockage très intéressant (hydrogène, chaleur, CO₂). L'exploitation ou le stockage de ces ressources sont en effet au cœur des stratégies nationales de transition en France, comme dans les autres pays comparables, dans celles de l'Europe, comme dans les préconisations du GIEC. Des recherches fondamentales sont menées sur les technologies liées à cette utilisation du sous-sol, des modèles économiques sont élaborés, et des filières industrielles se constituent. Toutefois, ces exploitations ou ces stockages potentiels ne sont que rarement mis en débat, alors qu'elles peuvent susciter un certain nombre d'interrogation de la part notamment des associations environnementales et des habitants concernés.

L'objectif de cette communication est donc d'évoquer ce contexte, ainsi que l'importance d'engager des études en SHS sur le sous-sol, les représentations qu'il suscite et les conséquences de son exploitation.

4.

COMMUNIQUER LA "TRANSITION ÉCOLOGIQUE" À L'ÉCHELLE COMMUNALE ET INTERCOMMUNALE : DE L'UNITÉ DU PROJET À SA CIRCULATION

Lucile Jean (Crem)

Comment une vallée - la vallée de la Fensch (Moselle) - marquée encore profondément dans et sur son sol par l'activité minière et sidérurgique, organise-t-elle depuis 2020, son projet de territoire en matière de "transition écologique" ? À partir d'un corpus d'entretiens compréhensifs réalisés avec plusieurs élus des dix communes de la vallée - maires ou adjoints au maire - et agents territoriaux de sa communauté d'agglomération, nous avons essayé de qualifier plus en détail ce projet formulé et mis en œuvre par la collectivité. À partir aussi, d'un corpus de photographies enregistrées à différents endroits de la vallée, nous présenterons les principaux résultats de cette recherche qui vise finalement à comprendre de quelle(s) manière(s) cette "transition" circule (ou non) entre les acteurs et reconfigure le territoire, son patrimoine et ses paysages.

5.

LES TRANSITIONS FORESTIÈRES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI. UN CHAMP D'ÉTUDES POUR LES SHS

Xavier Rochel (Loterr)

Le concept de « transition forestière », élaboré au début des années 1990, précède de plusieurs décennies l'émergence des débats contemporains sur les transitions écologiques et territoriales, auxquels il se trouve pourtant étroitement associé. Ce cadre théorique illustre de manière exemplaire la manière dont la notion de transition peut s'appliquer tant aux dynamiques territoriales actuelles qu'à des phénomènes historiques, offrant ainsi une profondeur temporelle souvent absente des travaux en sciences humaines et sociales sur la transition écologique. En effet, la transition forestière, telle que conceptualisée par Mather (1990), renvoie à des processus historiques plus ou moins anciens selon les territoires européens, qui se reproduisent plus récemment dans d'autres régions du monde. Ce concept, à la croisée de l'histoire environnementale et de la géographie, permet d'analyser les transformations des espaces forestiers à travers le prisme des interactions entre sociétés et milieux. Il met en lumière les mécanismes de déforestation et de reforestation, ainsi que les facteurs socio-économiques, politiques et culturels qui les sous-tendent. L'objectif de cette contribution est d'explorer l'application de ce concept dans le cadre d'études géohistoriques menées sur le Pays de Bitche.

6.

ÉCRIRE UNE HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : L'EXEMPLE DE L'HISTOIRE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Louis Fagon (Cruh)

Il s'agit de présenter les résultats d'une recherche portant sur l'histoire environnementale de l'énergie nucléaire le long du Rhône des années 1950 aux années 1990. Je montrerai en quoi les questions environnementales, l'attention à l'air, à l'eau et aux sols, permettent non seulement à l'historien de renouveler le champ de l'histoire de l'énergie mais aussi de trouver de nouvelles archives. Plus largement, les questions environnementales permettent de mieux saisir les transitions énergétiques, un enjeu central à l'heure du lancement d'un nouveau programme nucléaire et des débats sur ce que doit être la transition énergétique de demain.

7.

ANALYSE DES CHOIX PUBLICS DE RENATURATION DES COURS D'EAU EN MILIEU URBAIN : UNE APPROCHE MICROÉCONOMIQUE INTÉGRÉE (LE CAS DE LA SEILLE À METZ)

Marie-Pierre Dussine (Cerefige)

Consistant à redonner de l'espace à un cours et/ou à revégétaliser ses berges, la renaturation des cours d'eau urbain s'est peu à peu imposée, au cours des deux dernières décennies, dans les politiques locales de l'environnement. En France, cette évolution résulte à la fois de la mise en œuvre de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE, 2000), des stratégies nationales confiant la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations aux intercommunalités (GEMAPI, 2018) et de la montée des préoccupations locales concernant les risques climatiques (inondations, sécheresse) et le bien-être urbain.

De nombreuses collectivités ont donc entrepris des projets visant à restaurer des cours d'eau ou à désimperméabiliser leurs berges. Mais tandis que certaines investissent massivement, d'autres semblent plus réservées ou se concentrent sur des actions d'entretien. Considérant les multiples enjeux à la fois écologiques, économiques et sociaux de la renaturation, cette recherche entend questionner ces choix publics et leurs possibles impacts sur les territoires.

La renaturation favorise en effet la biodiversité, la qualité de l'eau, la résilience face au changement climatique, mais aussi la valorisation paysagère qui peut améliorer l'attractivité urbaine et une possible responsabilisation des citoyens à l'égard de leur environnement proche. Quels éléments déterminent le plus l'investissement public pour ces différents bénéfices attendus et que produisent

réellement ces choix, sur l'environnement, l'économie urbaine et le bien-être ?

Pour répondre à cette problématique, cette recherche propose une approche intégrée : elle combine un modèle microéconomique du choix public, fondé sur un arbitrage ex-ante des coûts et des bénéfices anticipés (i) et une évaluation empirique des impacts ex post des politiques locales de renaturation des cours d'eau (ii). Relier ces deux dimensions -la décision et ses conséquences- permet d'approcher les objectifs et les contraintes des choix publics dans une perspective d'efficacité.

S'il existe déjà des études portant sur l'évaluation des bénéfices non marchands de telles opérations de renaturation et si la DCE encourage une analyse de coût et de bénéfices (ACB), les ACB concernant des projets de restauration des rivières demeurent rares (Bergstrom et Loomis, 2017), en raison notamment de la difficulté à obtenir des données suffisamment précises sur les terrains renaturés. Beaucoup d'études se concentrent également sur des méthodes de préférences révélées qui négligent les valeurs de non-usage (Brouwer, 2008). et, en amont des impacts, les déterminants des choix publics.

Cette recherche tente de répondre à ces fragilités en proposant de construire un modèle microéconomique séquentiel de choix et d'impact à partir de deux types de données bien distinctes, pour approcher davantage de rôle des institutions dans l'évolution de nos écosystèmes (Ostrom, 2010). La robustesse de ce modèle est testée avec un cas concret sur lequel on dispose de suffisamment de recul pour en mesurer l'impact : l'opération de renaturation de la Seille lancée à Metz en 2014.

8.

LES PRATIQUES COMMUNICATIONNELLES DE 2 MÉTROPOLES ET LES REPRÉSENTATIONS DE L'EAU AU REGARD DE LA TRANSITION

Julie Brusq (Crem)

L'analyse de deux corpus permettra de comparer des supports de communication de deux Métropoles :

- les publications des magazines de la Métropole du Grand Nancy (Métropoly) et de l'Eurométropole de Metz (Eurometropole de Metz) ces 5 dernières années
- ainsi que leur site Internet institutionnels respectifs (je n'ai pas encore défini la temporalité de ce corpus).

L'objectif est ici de comparer les représentations des cours d'eau sur deux territoires. L'association de deux champs lexicaux celui de la transition (ou renaturation, réaménagement par exemple) et cours d'eau (ou ruisseau, rivière, fleuves, berges, rives, etc.) sera étudiée à partir de la grille d'analyse socio-sémiotique d'Alex Mucchielli (et ses différents contextes) et des travaux d'Alice Krieg Planque (qui analyse les discours institutionnels d'organisations publiques) pour étudier les stéréotypes entretenus dans ces supports de communication et les représentations qui invitent à une transition. Une autre question guide cette analyse : comment sont présentées les revendications de transition des riverains, initiatives citoyennes, ou projets citoyens autour de ces cours d'eau dans ces supports de communication ?

FONDS D'INVESTISSEMENT VERTS : UNE RÉPONSE SUFFISANTE À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?

Vincent Fromentin (Cerefige)

Veasna Khim (Cerefige)

La transition écologique constitue aujourd'hui un défi systémique qui ne peut reposer uniquement sur l'action publique. Si les pouvoirs publics définissent un cadre réglementaire et incitatif, la mobilisation du secteur privé, et en particulier de l'industrie financière, apparaît indispensable. Les marchés financiers disposent en effet d'une capacité unique : celle de collecter des ressources financières à grande échelle et de les orienter vers les projets portés par les entreprises engagées dans la transformation environnementale. C'est dans cette perspective que se sont développés les fonds d'investissement dits « verts », censés favoriser l'allocation de capitaux vers des activités plus durables. Pourtant, l'efficacité réelle de ces outils demeure encore mal établie et fait l'objet de débats nourris, souvent limités à la question du greenwashing.

Cette présentation entend dépasser ce débat pour interroger plus largement la capacité structurelle de l'industrie des fonds à répondre aux exigences de la transition écologique. Le fonctionnement de cette industrie repose historiquement sur la recherche de performance financière, ce qui pose la question de sa compatibilité avec des objectifs écologiques qui, eux, peuvent impliquer des horizons plus longs, une prise de risque différente ou une rentabilité moins immédiate. Du point de vue des gérants de

portefeuille, la contrainte environnementale introduit une nouvelle forme de gestion : elle limite l'univers des titres admissibles et impose d'intégrer des critères extra-financiers dans la construction des portefeuilles. Cette contrainte peut modifier les arbitrages traditionnels entre risque et rendement, et amène à interroger la capacité réelle des gérants à concilier performance financière et impact écologique mesurable.

Une autre difficulté tient à la manière dont la valeur des actifs verts est évaluée. Contrairement aux actifs financiers traditionnels, dont les caractéristiques comptables et financières sont largement standardisées, les actifs intégrant des dimensions environnementales reposent sur des données souvent hétérogènes et produites par des agences de notation aux méthodes différentes. La dispersion des notations, la diversité des labels et l'absence d'un référentiel harmonisé rendent complexe la mesure de ce qu'est véritablement un actif « vert », et donc l'évaluation de la contribution réelle des fonds aux objectifs de transition.

Les travaux menés au sein de l'axe Territoire, Information et Industrie Financière (TIIF) du CEREFIGE apportent plusieurs éclairages sur ces enjeux. Une recherche doctorale en cours examine les mécanismes de tarification des fonds verts et s'interroge sur la capacité du prix à refléter la qualité écologique des produits financiers, en tenant compte des stratégies industrielles propres aux groupes de gestion. Une autre étude analyse les processus de labellisation et met

en évidence l'importante variance des notations entre agences, révélatrice de l'absence de consensus sur la définition opérationnelle d'un fonds véritablement vert. Par ailleurs, une analyse dynamique des portefeuilles de fonds verts au niveau mondial explore leurs évolutions réelles d'investissement et les tensions concurrentielles avec les fonds traditionnels, montrant que les contraintes de marché peuvent parfois limiter la profondeur du virage écologique annoncé. Enfin, des travaux en finance comportementale interrogent la façon dont les investisseurs arbitrent entre rendement financier et engagement écologique, et notamment jusqu'où ils sont disposés à payer pour soutenir la transition.

L'objectif de cette présentation est de proposer une lecture synthétique de ces différentes recherches afin de mieux comprendre ce que les fonds verts peuvent réellement accomplir dans le processus de transition écologique. En articulant considérations organisationnelles, comportements des acteurs et dynamiques concurrentielles dans l'industrie, il s'agira d'évaluer la place que l'industrie financière peut, ou ne peut pas, occuper dans la transformation environnementale en cours.

10.

LES DISCOURS D'INGÉNIEURS ET LES FORMES DE LA CRITIQUE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : LE RÔLE DE LA "TOPIQUE SYSTÉMIQUE"

Joachim Fischer (Crem)

Dans cette communication basée sur notre enquête de terrain menée dans le cadre de notre thèse de doctorat, nous souhaitons interroger un des ressorts de l'engagement d'ingénieurs sur des questions écologiques. Si l'importance et les enjeux du dérèglement climatique font aujourd'hui partie du socle commun des savoirs en circulation dans les écoles d'ingénieurs de notre corpus, plusieurs discours critiques de la transition écologique ont également été relevés. C'est autour de cette ambivalence que notre propos s'articule. En définissant une « topique systémique » caractéristique des discours d'ingénieurs sur l'écologie, nous essayons de montrer quels sont les fondements de cette remise en cause de la transition écologique. Ils ne seraient pas ceux d'une relativisation du dérèglement climatique mais, au contraire, ceux d'une radicalisation et d'une systématisation des enjeux écologiques qui sont, dès lors, appréhendés dans une perspective systémique.

11.

TIERS-LIEUX ÉDUCATIFS ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE : QUELLES EXPÉRIENCES D'APPRENTISSAGE POUR DÉVELOPPER UN POUVOIR D'AGIR COLLECTIF

Hélène Laussucq (Perseus)

Cette communication s'inscrit dans une recherche doctorale en sciences de l'éducation et de la formation, portant sur les espaces d'apprentissage comme leviers de reconfiguration de l'expérience éducative, au croisement des enjeux pédagogiques, sociaux et écologiques contemporains. Elle est menée dans le cadre des projets CIRSET (Circular Economy for Sustainable Resources in the Energy and Digital Transitions) et ASTERIE (Accompagner les élèves dans leur parcours d'orientation et la mise en place d'une communauté de pratiques au sein de tiers-lieux favorables à l'empowerment). Ces projets interrogent, chacun, les tiers lieux en tant qu'espaces d'innovations éducatives pour faire face aux enjeux et besoins liés aux transitions.

L'Agenda 2030 des Nations Unies et le Learning Compass 2030 de l'OCDE soulignent en effet la nécessité de développer des compétences orientées vers le bien-être collectif, la responsabilité citoyenne et la capacité d'action située (OECD, 2019). Dans cette perspective, les tiers-lieux constituent un terrain privilégié pour interroger de nouvelles manières d'apprendre à agir, en tant qu'espaces hybrides où se rencontrent expérimentation, coopération,

production et engagement dans des projets concrets.

L'enjeu est alors d'examiner dans quelle mesure ces environnements peuvent favoriser le développement de compétences du XXI^e siècle, entendues non pas comme un simple répertoire d'aptitudes, mais comme des ressources pour agir sur soi, avec les autres et sur son environnement. Il s'agit, plus précisément, d'analyser comment les possibilités d'action, d'interaction et d'engagement qu'offrent ces milieux contribuent au renforcement d'un pouvoir d'agir individuel et collectif en faveur d'une économie circulaire, comprise à la fois comme développement de compétences orientées vers la durabilité et comme transition des modèles linéaires vers des logiques de sobriété, de réemploi, de réparation et d'écoconception (Kirchherr et al., 2017 ; Reike et al., 2017 ; OECD, 2020). Cette recherche interroge ainsi la capacité de ces environnements ouverts à soutenir une agentivité collective orientée vers la transformation écologique.

